



La Chine en Afrique : recul ou transformation ?

L'exceptionnelle vitalité des échanges entre la République Populaire de Chine (RPC) et les États africains depuis les années 2000 a pris de multiples formes. La relation privilégiée entre ces deux acteurs est institutionnalisée par le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) qui se réunit tous les trois ans depuis 2000. Le FOCAC de décembre 2012 a soulevé les difficultés que posent la présence chinoise sur le territoire et le besoin de redéfinition de ce partenariat.

Le recul économique, symptôme d'un désengagement chinois ?

En 2009, la Chine est devenue le premier partenaire économique du continent africain devant la France et les États-Unis. L'implication économique chinoise dans les pays africains se manifeste de plusieurs manières : des flux d'investissements, des financements publics dans les projets d'infrastructures, une aide au développement et une importante présence locale d'entreprises chinoises. Les intérêts chinois en Afrique sont centrés autour de la sécurisation de leurs approvisionnements énergétiques et de la pénétration d'un marché d'avenir. Le développement des échanges a été combiné à un rapprochement diplomatique. La RPC a profité du retrait européen pour mettre en place une stratégie de *soft power* efficace, notamment en multipliant les visites gouvernementales et en constellant le territoire africain de 46 instituts Confucius dont l'objectif est de promouvoir la langue et la culture chinoise.

Toutefois depuis 2014, on constate un net recul des flux d'investissement et des échanges commerciaux. Cette dynamique s'explique par la contraction de la croissance chinoise, la dévaluation du yuan et l'adoption d'une politique de croissance tournée vers l'intérieur. En outre, si les importations chinoises en matières premières ont explosé, la RPC a diversifié ses sources d'approvisionnement, ce qui a fragilisé les exportateurs de ressources naturelles africains. Ainsi, le modèle économique fondé sur l'exportation de ressources naturelles bâti par certains pays est remis en cause. La Zambie par exemple, qui s'est développé en vendant ses minerais à la Chine, subit de plein fouet sa dépendance à l'Empire du Milieu et le syndrome de la malédiction des ressources naturelles.¹

La transformation de la présence chinoise.

« *La coopération sino-africaine est à un stade où elle a besoin d'être améliorée et transformée* », a indiqué le vice-ministre des Affaires étrangères chinois Zhang Ming. Les gouvernements africains quant à eux, critiquent « un partenariat non soutenable » depuis le FOCAC de 2012.

Auparavant envisagée comme un troc entre ses produits manufacturés à bas coût et les matières premières autochtones, l'aide économique chinoise devient protéiforme. Elle se compose désormais d'une aide financière aux grands projets éducatifs ou sanitaires, de transferts de technologies et de prêts pour les infrastructures. Les déclarations du FOCAC 2015 illustrent la volonté d'instaurer une relation « gagnant-gagnant ». Les retombées économiques de l'aide chinoise sont évidentes au regard du développement des réseaux routiers et ferroviaires, de la construction de ports en eaux profondes et de la suppression d'une partie des dettes africaines. En revanche, les travailleurs expatriés chinois réinvestissent peu dans le marché local et les entreprises qui bénéficient des appels d'offres publics issus des prêts chinois sont souvent elles-mêmes chinoises.

L'installation sur le long terme d'entreprises chinoises sur le territoire africain a été critiquée par les populations africaines qui dénoncent des discriminations à l'embauche au profit des travailleurs expatriés chinois, des conditions de travail très difficiles et des négligences écologiques. Le ressentiment des locaux vis-à-vis des Chinois a augmenté progressivement avec pour illustration des révoltes populaires qui ont éclaté dans plusieurs pays d'Afrique. En Zambie des grèves contre les conditions de travail et l'irrespect des normes écologiques ont obligé le gouvernement à saisir plusieurs mines. C'est dans ce contexte que la Chine veut construire une coopération économique avec la France sur le continent et ainsi profiter de son expertise pour améliorer son image et son efficacité sur certains projets.

Le partenariat sino-africain change, et la posture des pays africains également. Ces derniers cherchent à adopter une attitude proactive et mettent donc en place des séries de normes commerciales et environnementales pour rééquilibrer leurs relations avec la Chine. Par ailleurs, la récente création de la base chinoise de Djibouti est le symbole du nouvel engagement militaire chinois sur le continent et s'inscrit dans la transformation des relations sino-africaines.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

¹ Théorie qui crée un lien négatif entre les exportations de matières premières et le taux de croissance à cause des luttes de pouvoir générés par la rente énergétique.